

Le plan de relance italien bénéficie-t-il aussi aux régions qui ne reçoivent pas directement les fonds ?

Lucas Symons, OFCE

Les paiements du plan de relance italien ne bénéficient pas uniquement aux régions où les projets sont localisés. La combinaison des paiements régionaux du PNRR et des relations productives issues de FIGARO-REG permet d'estimer l'exposition potentielle des régions fournisseuses à la demande générée par le plan.

Première publication : 12 octobre 2026

Rédacteurs en chef : Elliot Aurissergues & Paul Malliet

Le plan de relance italien bénéficie-t-il aussi aux régions qui ne reçoivent pas directement les fonds ?

Lucas Symons

Cet article reprend un travail réalisé dans le cadre d'un stage à l'OFCE consacré à l'étude des effets de débordement du plan NextGenerationEU à partir de données de paiements effectifs, sous la supervision de Jérôme Creel.

Dans le cadre du plan de relance européen NextGenerationEU, la Facilité pour la reprise et la résilience (RRF) finance les plans nationaux des États membres sous forme de subventions et de prêts, en contrepartie de la réalisation de jalons et d'objectifs définis avec la Commission européenne. Mais la région dans laquelle une dépense est administrativement localisée n'est pas nécessairement la seule à en bénéficier. Elle peut également stimuler l'activité des régions qui lui fournissent des biens et services intermédiaires. La géographie des paiements peut donc différer de celle de leurs retombées économiques.

À l'échelle de l'Union européenne, la Commission indique que 450 milliards d'euros avaient été versés au titre de la RRF à la fin septembre 2026, soit 79 % de l'enveloppe.

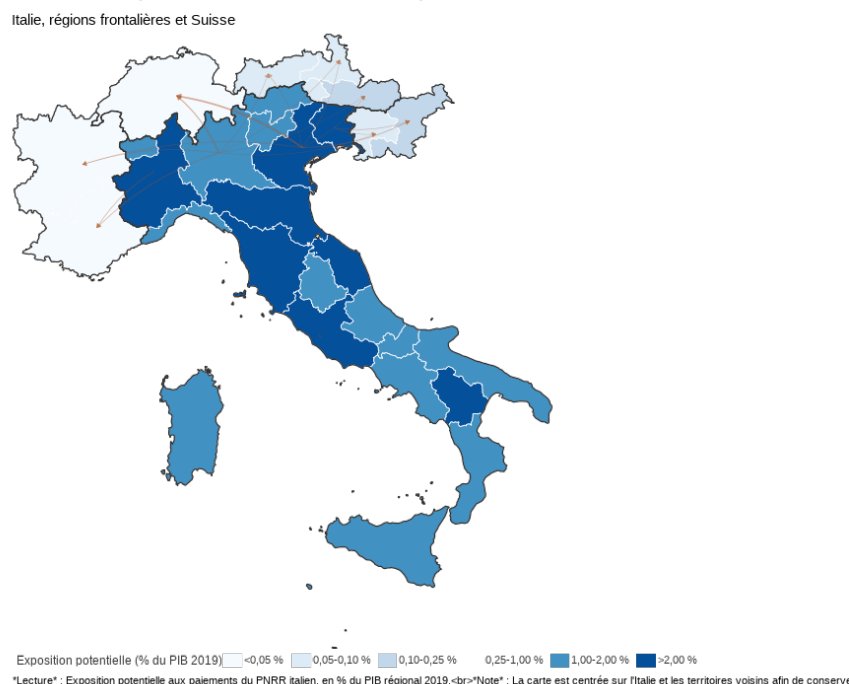
Par taille de plan, l'Italie est le principal bénéficiaire, avec 194,4 milliards d'euros, soit 9,1 % de son PIB, devant l'Espagne et la Pologne

Au niveau relatif la Grèce ou la Croatie, ont bénéficié d'un soutien nettement plus important relativement à leur PIB. Les montants détaillés par État membre sont disponibles dans le [tableau de bord RRF](#) de la Commission européenne.

L'Italie occupe ainsi une place centrale dans le dispositif. Son Plan national pour la reprise et la résilience (PNRR) mobilise 194,4 milliards d'euros de subventions et de prêts. En combinant les données régionalisées sur les projets et paiements du PNRR avec les relations productives entre régions européennes, il est possible d'identifier les régions potentiellement exposées à la demande engendrée par ces dépenses, y compris lorsqu'elles ne reçoivent pas directement les fonds.

Le résultat principal est résumé dans le graphique 1.

Graphique 1: Retombées potentielles liées aux paiements du PNRR italien



1 Des paiements directs aux retombées potentielles

Pour chaque région italienne bénéficiaire j , les paiements observés sont répartis entre ses régions fournisseuses i selon leur poids dans ses consommations intermédiaires :

$$\text{Contribution}_{i \leftarrow j} = P_j \times \frac{z_{ij}}{\sum_h z_{hj}}.$$

P_j désigne les paiements PNRR reçus par la région j . Le terme z_{ij} correspond aux achats de biens et services intermédiaires de la région j auprès de la région i , c'est-à-dire aux intrants utilisés dans son processus de production. Les contributions sont ensuite sommées par région fournisseuse et rapportées au PIB régional de 2019.

Les relations productives sont obtenues grâce à la base FIGARO-REG 2017 de la Commission européenne. Nous utilisons ici la version publique couvrant 240 régions (NUTS 2) de l'Union européenne, les régions de Norvège et du Royaume-Uni et 16 grands partenaires commerciaux hors UE.

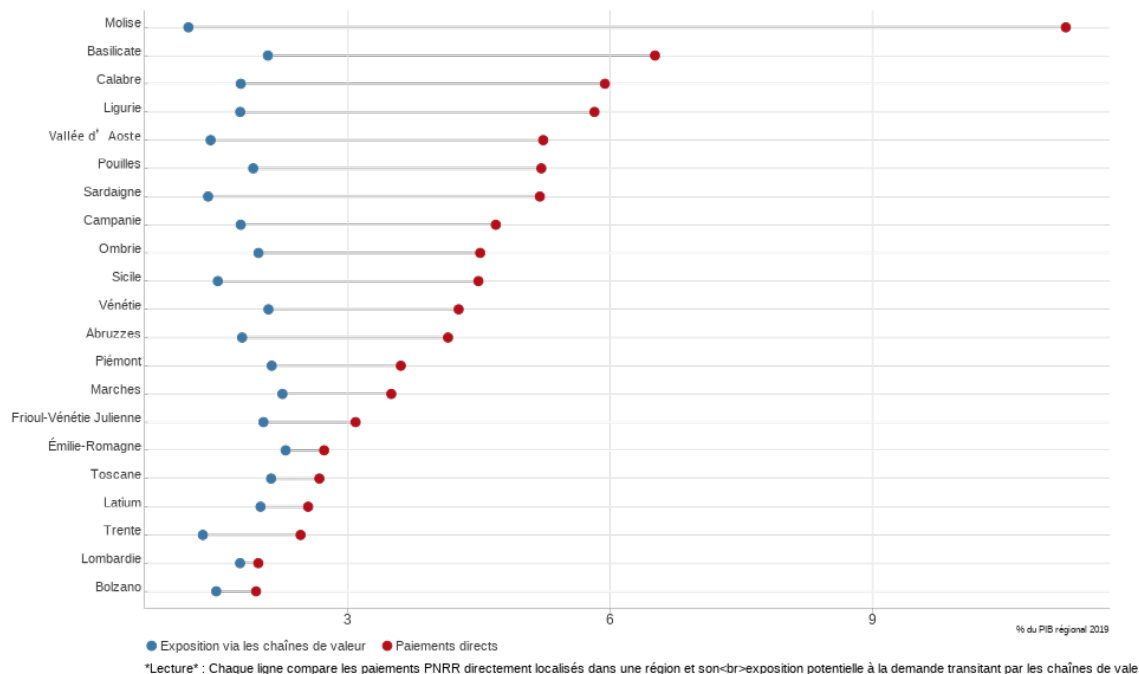
2 Une diffusion d'abord concentrée en Italie

Au total, 84.7 % de l'exposition calculée reste concentrée dans les régions italiennes. En proportion du PIB régional, les régions les plus exposées sont celles de l'Émilie-Romagne (2.29 %), des Marches (2.26 %) et du Piémont (2.14 %). En valeur absolue, la Lombardie ressort avec environ 7.2 milliards d'euros d'exposition potentielle. Cela met en évidence le rôle des régions industrielles du Nord et du Centre, fortement intégrées aux chaînes d'approvisionnement nationales.

La géographie des paiements directs n'est cependant pas la même que celle de l'exposition via les chaînes de valeur (graphique 2). Le Molise, par exemple, a reçu des paiements directs représentant environ 11.2 % de son PIB de 2019, contre une exposition

via les consommations intermédiaires de 1.2 %. À l'inverse, l'Émilie-Romagne combine des paiements directs plus modérés (2.7 % du PIB) avec l'une des expositions indirectes les plus élevées (2.3 %).

Graphique 2: Paiements directs du PNRR et exposition via les chaînes de valeur



3 Au-delà de l'Italie, une géographie moins évidente

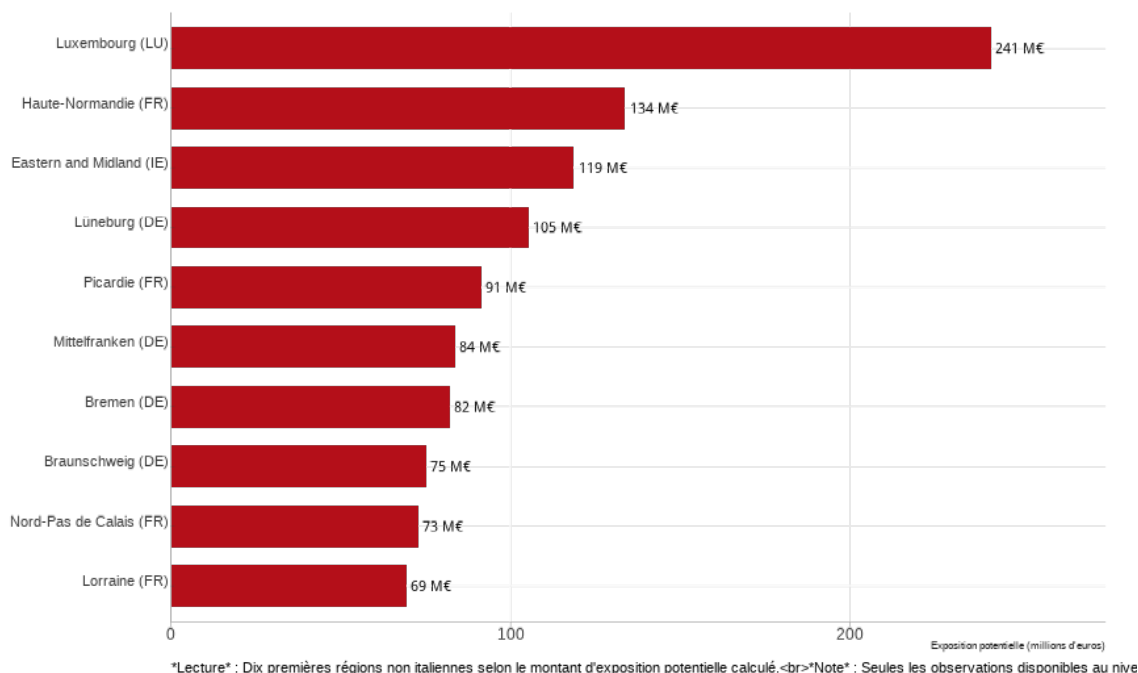
Au niveau des régions NUTS 2 étrangères, l'exposition rapportée au PIB est la plus élevée au Luxembourg (0.39 %), puis dans la région d'Észak-Magyarország, en Hongrie (0.32 %), et en Martinique (0.32 %).

À noter que le Luxembourg constitue à lui seul une région NUTS-2.

Le Luxembourg cumule une exposition relativement importante en valeur (241 M€) et un PIB plus faible que celui des grandes régions européennes. Environ 81 % de son exposition provient de trois régions italiennes: la Vénétie, l'Émilie-Romagne et la Toscane. Pour Észak-Magyarország et la Martinique, les montants sont beaucoup plus faibles (respectivement environ 36 et 29 M€). Leur exposition élevée en pourcentage de PIB tient donc aussi à la taille de leur économie. L'exposition d'Észak-Magyarország est répartie entre plusieurs régions italiennes, tandis qu'environ 70 % de celle de la Martinique provient, dans FIGARO-REG, de ses liens d'approvisionnement avec la Vénétie.

En montant absolu, les premières régions hors Italie sont le Luxembourg (environ 241 M€), la Haute-Normandie (134 M€) et la région Eastern and Midland en Irlande (119 M€). En comparaison, l'Île-de-France reçoit environ 49 M€, soit 0.007 % de son PIB. Le graphique 3 montre que les montants les plus importants ne dépendent pas uniquement de la distance géographique avec l'Italie.

Graphique 3: Principales régions hors Italie exposées à la demande du PNRR



En étudiant les relations productives au niveau sectoriel, nous estimons que les services financiers représentent environ 82 % de l'exposition potentielle calculée du Luxembourg. Dans Eastern and Midland, qui comprend notamment Dublin, la finance constitue également le premier secteur contributeur (34 %), devant l'industrie et l'énergie (27 %). Le cas de la Haute-Normandie est différent puisque près de 88 % de son exposition provient de l'agrégat industrie, énergie et services collectifs, ce qui révèle davantage son intégration dans les chaînes de valeur industrielles qu'à des activités de services. Les résultats montrent ainsi que les retombées potentielles ne dépendent pas uniquement de la proximité géographique avec l'Italie ou de la taille économique des régions. Elles reflètent essentiellement la structure des échanges commerciaux avec les régions italiennes bénéficiaires, mais aussi le volume de paiements reçu par chacune de ces régions. Deux territoires directement financés à des niveaux comparables peuvent donc diffuser la demande différemment selon l'origine de leurs achats intermédiaires. À l'inverse, une région peu ou pas financée directement peut être exposée à la demande créée ailleurs si elle occupe une place importante dans ces chaînes de valeur.

Un prolongement naturel consisterait à intégrer les effets indirects successifs au moyen d'un modèle input-output complet, puis à comparer ces expositions aux évolutions observées de l'activité régionale.